

C4146



GRAND CONSEIL	
Expédié le : 1.10.24	Visa : <i>[Signature]</i>
Par poste	Par courriel
Président	Députés (100)
Commissaires	Bureau
Secrétariat	Archives
Commission : —	
Copie à : <i>chefs de groupes</i>	
Divers :	

À l'intention du Grand Conseil
et de ses députés
Rue de l'Hôtel-de-ville 2

Concerne : Antisémisme à Genève alimenté par l'importation du conflit Israélo-Palestinien

Monsieur le Président du Grand Conseil, Mesdames, Messieurs les députés,

Au nom d'un collectif d'associations et assemblées chrétiennes qui représentent plusieurs milliers de personnes, nous vous adressons ce courrier en lien avec la situation que nos amis, les citoyens de confessions juives, vivent particulièrement depuis le 7 octobre 2023.

Le pogrom qu'a subi la population d'Israël est unique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le traumatisme laissé par cette journée a dépassé les frontières de ce pays tant la violence en a été extrême. La plupart des états démocratiques ont réagi à cet événement et ont condamné avec la plus grande fermeté ce qu'il convient d'appeler du terrorisme barbare.

Le plus étonnant c'est qu'au lieu de susciter empathie et compréhension, l'antisémisme a explosé touchant les populations de confession juive hors des frontières d'Israël ? Notre pays n'est pas épargné par ce phénomène.

Comment se fait-il que des citoyens suisses et plus particulièrement genevois ne soient plus libres d'exprimer leur identité sans craindre d'être pris à parti, insulté voir menacé ? Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport de la CICAD.

Nous avons observé depuis le 7 octobre une mobilisation quasi permanente de personnes de confession juive et chrétienne appelant pacifiquement à la libération des otages, à la responsabilité des organismes onusiens, restant factuel dans leurs dénonciations et respectant la souffrance de tous.

Jamais de propos haineux ont été proférés contre la population gazaouie, la population genevoise arabe, palestinienne ou musulmane. Il n'est pas connu que des musulmans aient été pris à parti, dans ce contexte, dans nos rues ou qu'ils aient dû cacher leur identité. Ces manifestations n'ont jamais perturbé illégalement l'ordre public ou péjoré le commerce genevois.

Nous ne pouvons malheureusement pas en dire autant de la part de ceux qui prétendent soutenir la cause palestinienne, si c'est bien celle-ci qu'ils soutiennent ?

Entre les propos négationnistes concernant le 7 octobre sur la place des nations, les zones « Apartheid free zone », l'occupation illégale de l'université, les propos haineux envers Israël et les sionistes pendant les cortèges, les menaces de morts subit par certains membres de la communauté, les appels au boycott d'entreprise de citoyens genevois et israéliens, très récemment la distribution d'agenda par l'association des étudiants de l'université de Genève faisant l'apologie du terrorisme, ou encore l'utilisation de termes sciemment déformés ou exagérés comme « génocide » et « apartheid », il est évident que l'atmosphère délétère qui règne dans ces mouvements sont des réquisitoires hostiles envers Israël, sa population et par voie de conséquences envers les communautés juives.

Ces actions vindicatives participent d'avantage à nourrir l'antisémitisme et l'insécurité des citoyens genevois de confession juive plutôt que de soutenir concrètement la population gazaouie en souffrance.

L'Etat est garant du bien-être de tous ces citoyens. Leur sécurité est prioritaire sur la « liberté d'expression » de certains groupes qui semblent l'utiliser à des fins propagandistes.

Nous sommes très préoccupés par ce qui se passe dans notre Cité. Bien que nous saluons les avancées majeures menées par l'Etat sur le sujet, nous appelons le conseil d'état et le grand conseil à être cohérent entre les engagements qu'ils ont pris concernant la **tolérance zéro** face à l'antisémitisme et ce que nous voyons dans les rues de Genève depuis le 7 octobre.

Tant que la population genevoise de confession juive ne peut pas vivre paisiblement et en sécurité dans les espaces publics, il reste une éducation à transmettre, des actions d'informations à mener et des comportements à sanctionner. Quelles sont les mesures que le Grand Conseil entend prendre pour répondre à cette situation ?

En tant qu'organisations chrétiennes nous travaillons de manière permanente à sensibiliser ceux qui nous rejoignent à être honnête et vrai, respectueux envers les autorités, priant pour celle-ci, accueillant, invitant à ne pas agir de manière haineuse, restant sensible à la détresse humaine. Bien que peu reconnues, souvent marginalisées, nos associations participent de manière active à la paix, la justice et l'ordre de notre Cité.

Notre propos s'inscrit dans cette intention et nous espérons trouver audience auprès de notre gouvernement au nom des valeurs de la république.

Nous nous tenons à disposition avec nos réseaux de compétences et de ressources pour œuvrer sur ce sujet et participer au bien commun.

Nous vous adressons, Monsieur le président du Grand Conseil, Mesdames, Messieurs les députés, nos respectueuses salutations.

Pour le collectif

Richard Pittet



Ministère Melkisédek
Pasteur Laurent Favre



Noor Global
M. Bedros Nassanian
Directeur



Richard Pittet
Président



RÉSEAU ÉVANGÉLIQUE
DE GENÈVE

Thierry Bourgeois
Président



Église Évangélique
Libre de Genève

Björn Aaronsson
Président du mouvement



Église Évangélique
Libre de Genève
Paroisse de la Rive-Droite

Pasteur Vincent Bonfils



Pasteur Roland Léchet